



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politique à l'égard des handicapés

Question écrite n° 34703

Texte de la question

M. Bernard Derosier attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur la prise en charge médico-sociale et sanitaire des traumatisés crâniens. En effet, 100 000 personnes subissent chaque année un traumatisme crânien et 4 000 ne pourront retrouver une vie normale du fait d'un handicap important. Face à ce problème sanitaire et humain, la France semble dépourvue. Malgré un effort récent et louable des pouvoirs publics pour développer des structures de soins adaptées aux particularités des personnes souffrant d'un traumatisme crânien (notamment les unités expérimentales d'évaluation de réentraînement et d'orientations sociales et professionnelles), le nombre de places leur étant réservées est encore insuffisant. Aussi il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour remédier à ce retard.

Texte de la réponse

L'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes d'un traumatisme crânien constitue l'une des priorités du Gouvernement dans le cadre de sa politique en faveur des personnes handicapées. La circulaire du 4 juillet 1996 a organisé la mise en place de dispositifs régionaux pluriannuels visant à améliorer la prise en charge médico-sociale et la réinsertion professionnelle de cette catégorie de personnes handicapées. En 1996 et 1998, deux appels d'offres dotés de 50 millions de francs chacun de crédits de l'assurance maladie ont été organisés et ont permis de financer plus de 850 places en institutions médico-sociales adaptées aux besoins des traumatisés crâniens, et 50 places de CAT ont été financées par l'Etat. Ces places se répartissent en trois grandes catégories : 336 places correspondant à 20 unités expérimentales d'évaluation, de réentraînement et d'orientations sociales et professionnelles (UEROS), lesquelles constituent des pôles techniques se situant à la charnière du sanitaire et du social ; 123 places correspondant à une dizaine d'équipes mobiles permettant d'assurer des actions de soutien à domicile et d'insertion sociale en milieu ordinaire ; 410 places de structures médico-sociales spécifiquement adaptées aux traumatisés crâniens les plus handicapés dans leur vie quotidienne soit : 2 instituts médico-éducatifs (IME) pour 25 places, 20 foyers à double tarification (FDT) pour 332 places, 4 maisons d'accueil spécialisées (MAS) pour 52 places. Les efforts entrepris seront poursuivis au cours des exercices ultérieurs, tant pour ce qui concerne le volet sanitaire que pour le volet médico-social des prises en charge. S'agissant des aspects sanitaires de la politique conduite pour les traumatisés crâniens, les schémas régionaux de soins de suite et de réadaptation, actuellement en cours d'élaboration, pourront prévoir des centres ou unités de rééducation fonctionnelle spécifiquement dédiés à la réactivation précoce des fonctions mentales supérieures de ces catégories de personnes. Par ailleurs, s'agissant des personnes présentant un état végétatif chronique, une réforme de fond des soins de longue durée est en préparation : elle vise à redéfinir ces soins par voie législative. C'est dans ce nouveau cadre que les personnes en situation d'état végétatif persistant pourront faire l'objet d'une prise en charge correspondant à leurs besoins, sous la forme de petites unités réparties sur le territoire. Concernant, en aval des soins, les aspects médico-sociaux du traumatisme crânien, les efforts financiers consentis en 1996 et 1998 seront poursuivis en l'an 2000 puisque 50 MF de mesures nouvelles sont prévus à cet effet.

Données clés

Auteur : [M. Bernard Derosier](#)

Circonscription : Nord (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 34703

Rubrique : Handicapés

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 septembre 1999, page 5323

Réponse publiée le : 3 janvier 2000, page 92